

## **JOHN F. KENNEDY A PARIS - ALGÉRIE, FORCE ATOMIQUE, MARCHÉ COMMUN: LES THÈSES SONT-ELLES CONCILIAIBLES?**

Le fait que le passage à Paris de Kennedy, ne soit qu'une étape qui le mène à Vienne où il doit rencontrer Khrouchtchev, indique clairement les limites de la signification du dialogue France-États-unis. Avant d'affronter son homologue soviétique, le Président américain entend sinon régler, du moins aborder les problèmes du contentieux qui hypothèque les relations des deux pays depuis l'avènement du gaullisme.

Sur le problème algérien les vues de Kennedy sont connues. Plus nuancées que celle d'une fraction de son État-Major, sa position à l'égard du G.P.R.A. s'aligne singulièrement sur celle que le général de Gaulle a définie dans ses dernières interventions. En effet, pour Kennedy, si le postulat de l'indépendance de l'Algérie ne peut être mis en doute, cette indépendance ne peut se concevoir sans association étroite avec la France. Car si stratégiquement la présence de la France en Afrique du Nord est indispensable au plan de défense de l'O.T.A.N., la présence française, pour un certain nombre d'années, par les capitaux qu'elle exportera, et la mise en valeur des richesses naturelles qu'elle seule peut opérer, sera un rempart contre l'infiltration communiste. C'est dire que les négociations d'Évian, reçoivent l'approbation chaleureuse du Président des U.S.A.

Mais si sur ce point, l'identité de conception, mises à part quelques divergences mineures, est assurée, deux grands problèmes, où l'individualisme de De Gaulle et la volonté de Kennedy s'affrontent, risquent de laisser chacun sur sa position.

En premier lieu, les aspirations du gaullisme à une force de frappe atomique assortie d'un droit de veto en ce qui concerne l'utilisation éventuelle de l'arme nucléaire en cas de conflit, sont aux antipodes de la politique américaine dans ce domaine. «*Ni les U.S.A., ni l'U.R.S.S., ne désirent que la Chine communiste ou la France ne possèdent des armes nucléaires*» écrivait-il dans son ouvrage: *Stratégie de la Paix*. Et c'est l'entêtement de De Gaulle à édifier une force atomique autonome qui exaspère les Américains. Pour De Gaulle, posséder la bombe H, c'est pouvoir à tout instant conditionner la politique de ses alliés dans le même temps qu'impressionner l'adversaire éventuel, sans considération pour les implications économiques qu'une telle arme impose à un pays, déjà sollicité par ailleurs financièrement au-delà de ses possibilités.

Pour Kennedy, qui préfère, quitte à le redouter, n'avoir en compétition que l'arsenal thermonucléaire soviétique, les ambitions françaises paralysent l'O.T.A.N. L'Organisation atlantique doit être subordonnée à la diplomatie américaine et peut, seule, disposer des armes atomiques que les U.S.A. lui dispensent.

Il est peu probable que ces deux thèmes contradictoires trouveront à Paris un terrain de conciliation.

Mais sur un autre point les thèses, à défaut de s'harmoniser, peuvent-elles se conjuguer, en raison de ce qui précède. Car si Kennedy accepte difficilement la parité française dans le domaine des armes atomiques, il est enclin à favoriser le «*leadership*» de De Gaulle sur l'Europe occidentale. Même si cela doit comporter un certain péril pour l'économie américaine - et ce péril n'est pas niable - toute la politique universelle des États-Unis milite en faveur de l'extension du Marché commun. Certes les deux optiques sont sensiblement divergentes. Les réticences britanniques et les réserves de l'Allemagne occidentale créent des difficultés objectives, qui sans être insurmontables, retardent de mois en mois, l'application pratique du Marché commun, et l'abandon d'une partie des souverainetés nationales qu'il implique.

Plus par les entretiens de Vienne que par le communiqué de Paris, nous saurons comment le jeune président des États-Unis s'est sorti d'un débat avec un partenaire aussi difficile que le général De Gaulle.